

Quand la société civile s'interroge sur le déminage de l'Ukraine

Entraide Face à la prolifération des mines dans le pays en guerre, citoyens, éducateurs et experts ont débattu mercredi, au CIP de Tramelan, des limites de la neutralité et du rôle que peut jouer la solidarité civile.

Céline Latscha

Alors que la guerre en Ukraine entre dans sa quatrième année et que des millions d'hectares restent inaccessibles en raison des mines, une initiative née dans le Jura bernois mobilise les Ecoles pour financer une machine de déminage. Cette action citoyenne a servi de point d'appui à une table ronde organisée, mercredi soir, au Centre interrégional de perfectionnement (CIP) de Tramelan par la Fondation Gobat pour la paix et le CIP Solidaire.

Animée par Antoine Le Roy, la rencontre intitulée «Le déminage de l'Ukraine doit-il être un acte citoyen?» a réuni Micheline Calmy-Rey, présidente de la Fondation Gobat pour la paix, ambassadrice de la Fondation Digger et ancienne présidente de la Confédération, Pierre-Alain Fridez, conseiller national jurassien, Frédéric Guerne, directeur et fondateur de la Fondation Digger, membre du Conseil de fondation de la Fondation Gobat, et Thierry Gyger, directeur du syndicat scolaire intercommunal CoViCou (Courtelary, Cormoret, Villeret).

Une mobilisation née dans les écoles

Lancée fin 2024 par des établissements du Grand Chasseral et de Bienne, une campagne de solidarité vise à récolter 1 million de francs d'ici à la fin de l'année. L'objectif: financer une machine de déminage produite par la Fondation Digger, installée à Tavannes. Soutenu par la Direction de l'instruction publique du Canton de Berne, le projet s'appuie également sur un dispositif pédagogique actif dans plusieurs Ecoles.

En ouverture de la soirée, les participants ont ainsi pu découvrir un court-métrage réalisé par les élèves de l'Ecole secon-



Thierry Gyger, Frédéric Guerne, Pierre-Alain Fridez et Micheline Calmy-Rey ont échangé sur les enjeux du déminage. photo d'illustration Keystone/Gaëtan Bally

daire de Reconvilier. Des scènes d'insouciance, d'amitié et de jeux laissent place au fracas des armes. Le contraste est brutal et sert de tremplin au débat.

Ainsi, Thierry Gyger n'a pas manqué de rappeler, dans ce contexte, combien les Ecoles ont été rapidement concernées par le conflit. «Il a fallu accueillir, encadrer, aider. Très vite, il nous a semblé évident que nous pouvions faire davantage.» Un groupe de travail cantonal est constitué, du matériel pédagogique voit le jour et l'idée d'une action concrète

prend forme: contribuer au déminage, depuis ici.

Machines, mines et neutralité suisse

La table ronde entre ensuite dans le vif du sujet: les enjeux politiques, éthiques et techniques liés au déminage. Micheline Calmy-Rey revient sur le cadre international. «Les mines antipersonnel sont interdites par la Convention d'Ottawa. L'Ukraine l'a signée, mais ne l'applique pas. La Russie, elle, ne l'a jamais ratifiée.» Elle décrit un usage massif des mines, souvent larguées par drones sur

les terres agricoles, rendant leur retrait indispensable pour toute reconstruction.

Frédéric Guerne confirme: la Fondation Digger intervient pour la première fois en zone de guerre. Pour préserver sa neutralité humanitaire, elle est soumise à des règles strictes. «Aucune de nos machines ne peut opérer à moins de 30 km du front.» Cette exigence éthique s'ajoute à un contexte industriel tendu: Digger reste aujourd'hui le seul fabricant à but non lucratif dans un secteur où cinq acteurs mondiaux produisent

à peine dix engins par an. Quant à Pierre-Alain Fridez, il apporte ici un éclairage parlementaire. Une demande d'aide adressée par des Ukrainiens pour équiper des ambulanciers de gilets pare-balles est restée lettre morte. «Parce qu'un gilet peut aussi servir à la guerre, cela suffit à bloquer son exportation.» Il évoque également une motion déposée pour attribuer 100 millions de francs au soutien au déminage, regrettant la lenteur des mécanismes de mise en œuvre.

Produire plus, pour reconstruire

Dans ce contexte, le projet des Ecoles prend un relief particulier. «C'est là que notre action peut faire une vraie différence», estime Thierry Gyger. L'idée est de cibler une zone rurale, peu couverte par les grandes opérations internationales, là où les populations sont livrées à elles-mêmes.

Les échanges abordent aussi la suite. «La reconstruction de l'Ukraine ne pourra commencer que sur un terrain sécurisé», insiste Frédéric Guerne. La Fondation tavannoise a certes triplé sa capacité de production, mais reste confrontée à des limites industrielles. La demande est immense, les ressources limitées.

Travail de maturité

Pour prolonger la réflexion, Alexandre Creti et Diogo Bonifacio, deux étudiants du ceff-Commerce de Tramelan, ont présenté leur exposition intitulée «Une démineuse pour l'Ukraine», réalisée dans le cadre de leur travail de maturité. Leurs panneaux retracent les étapes de la mobilisation scolaire régionale et proposent un éclairage pédagogique sur les enjeux du déminage.

L'exposition est visible au CIP de Tramelan jusqu'au 30 mai, du lundi au vendredi, de 8h à 20h. Leur démarche s'inscrit dans la conviction partagée par tous au terme de la soirée: le déminage ne se limite pas aux experts de terrain. Il commence aussi dans les écoles, les villages, les gestes solidaires. A 2000 km du front, une région trace son sillon.

De l'espoir pour la Tour de Moron

Crowdfunding Après trois ans d'incertitude, le monument emblématique du Jura bernois se rapproche d'une possible reconstruction, grâce à un sursaut de solidarité qui a permis de récolter 20'000 francs.

Maeva Pleines

Le ciel s'éclaircit un peu au-dessus de la Tour de Moron. Fermé depuis l'effondrement de plusieurs marches, il y a trois ans, le joyau du Jura bernois voit son avenir un peu plus serein. La campagne de financement participatif en vue de la reconstruction vient, en effet, d'atteindre son objectif – minimal – de 20'000 fr. Un accomplissement qui n'avait rien d'évident puisque le crowdfunding aurait échoué si la Raiffei-

sen, propriétaire du portail Héros Locaux, n'avait pas proposé un délai d'un mois supplémentaire (Le JdJ du 22 avril).

«Faute de fonds pour organiser des flyers, nous comptons surtout sur le bouche-à-oreille. Heureusement, l'élan de solidarité s'est réveillé lorsque Le Journal du Jura a relayé notre projet», raconte Henri Simon. Le président du conseil de la Fondation Tour de Moron a désormais bon espoir de parvenir aux 30'000 fr. souhaités d'ici au 25 mai. Un montant qui permettra

au Conseil de fondation d'assurer ses charges fixes pour arriver à la prochaine étape. «Tout ce qui ne sera pas utilisé pour les assurances, l'énergie et autres frais sera injecté dans la rénovation», précise Henri Simon.

Selon lui, les dons viennent de toute la Suisse, principalement de personnes issues du milieu de la construction. «Il faut dire que rien que les apprentis ayant contribué à la construction, de 2000 à 2004, représentent près de 800 personnes.» Le montant récolté per-

mettra de couvrir les charges fixes d'ici à la reconstruction. Celle-ci, estimée à 1,5 million de fr., pourra débiter lorsque la procédure judiciaire touchant deux membres de la Fondation Tour de Moron sera terminée. En tant que prévenu, Henri Simon n'envisage pas de lancer une recherche de subventions publiques avant cela.

«Techniquement, nous pouvons d'ores et déjà nous projeter vers la reconstruction. Tout est prêt. Il ne manque que la conclusion juridique. Je sais que la jus-

tice prend son temps, mais je dormirai mieux quand ce chapitre sera clos une bonne fois pour toute», commente le Jurassien.

Un futur en bronze

Pour la rénovation, il faudra encore compter deux à trois ans afin de démolir les marches en pierre et réinstaller un escalier en métal ainsi qu'un pavillon d'accueil. «Les marches seront probablement en acier inox et le parapet en tôle de bronze. Le tout avec l'aide d'apprentis serruriers et, pourquoi pas, la participation d'ingénieurs en construction métallique de l'EPFL», anticipe Henri Simon. Dans tous les cas, l'architecte Mario Botta devra donner son aval.

Mais avant cela, il faudra nettoyer les tâches

blanches apparaissent naturellement sur le noyau – «de l'efflorescence de chaux qui n'attaque pas la pierre, à ne pas confondre avec le salpêtre», précise le Jurassien. Et, surtout, il conviendra de rassembler le conseil de la Fondation Tour de Moron en représentant des acteurs locaux comme la Halle des Maçons, la Commune de Valbirse, la Fondation Grand Chasseral ou encore l'association Jura & Trois-Lacs.

«Dès que le champ sera libre, je retrouverai 100% de ma motivation. Mais pas ma jeunesse. Il faudra donc du sang neuf à la tête de la fondation et des passionnés pour la nouvelle commission qui sera chargée de récolter les fonds nécessaires à la renaissance de la tour», conclut Henri Simon.